

## COMMUNIQUE

### Démission du Directeur de l'administration pénitentiaire L'administration pénitentiaire à la dérive

Le SNEPAP-FSU apprend, sous réserve de son officialisation, la démission de Philippe GALLI, Directeur de l'Administration Pénitentiaire nommé il y a moins de 8 mois.

Le SNEPAP-FSU fait part de sa profonde inquiétude, et de sa grande préoccupation face à une administration centrale pénitentiaire marquée, depuis plusieurs mois, par une grande instabilité.

Deux Directrice/Directeur de l'administration pénitentiaire en 8 mois, départ du directeur adjoint, départs de sous-directeurs et sous-directeurs adjoints, chefs de bureaux : la valse des fauteuils, qui n'est pas toujours liée à la double réorganisation de l'administration centrale intervenue en un an, n'en finit plus.

La démission du Directeur de l'administration pénitentiaire suit de quelques jours celle du sous-directeur des métiers et de l'organisation des services et, le remplacement de ce dernier par le secrétaire général de F.O Personnels de direction, au mépris des textes.

Le SNEPAP-FSU s'était déjà inquiété de l'absence de cap et d'une lente dérive d'une administration centrale qui ne semblait plus avoir aucune capacité de décision, aucune marge de manœuvre, aucune autonomie.

Ces mouvements s'inscrivent dans le sillage d'une réorientation de la politique pénitentiaire vers des positions conservatrices, pour ne pas dire réactionnaires et sécuritaristes. Une réorientation qui se coupe de toute approche de fond sur la prise en charge au quotidien, dans une perspective de prévention de la récidive efficace, des personnes placées sous main de justice.

Une administration régaliennne telle que l'administration pénitentiaire ne peut être laissée à l'abandon, même dans une période d'élections générales. Construire des places de prison, installer un réseau de renseignement en doublon des services de renseignement spécialisés ne fait pas une politique pénale et d'exécution des peines, et encore moins une politique de prévention de la récidive.

Le SNEPAP-FSU appelle solennellement le Ministre de la Justice, le Gouvernement, à rendre sa stabilité à l'administration pénitentiaire.

Le SNEPAP-FSU appelle solennellement le Ministre de la Justice, le Gouvernement à remettre l'administration pénitentiaire sur ses deux jambes en cessant de minimiser la problématique de prise en charge des publics, en détention comme en milieu ouvert.

Paris, le 2 avril 2017